



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2643
29 mars 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Algérie

Un mouvement déterminé

Pages 8 et 9

Gilets jaunes

Une claque pour le gouvernement

Page 3

Européennes

La campagne de Lutte ouvrière

Page 16

Gilets jaunes : camouflet pour le gouvernement

Après la casse en marge des manifestations des gilets jaunes sur les Champs-Élysées samedi 16 mars, le gouvernement a alterné dramatisation et menaces pour vider les rues de toute manifestation. L'opération a capoté, une fois de plus : les manifestants étaient plus nombreux samedi 23 mars, 42 000 selon les chiffres officiels, quelque 8 000 de plus que le samedi précédent.

Le gouvernement n'a pourtant pas lésiné sur les moyens destinés à montrer que, cette fois, on allait voir ce qu'on allait voir ; comme si avec les dizaines de mutilés, les centaines de blessés et les milliers de déferés en justice, la brutalité de l'État n'avait pas été assez vérifiée. Le 23 mars, dans toute la France, le gouvernement voulait montrer ses muscles et a aligné 62 000 policiers et gendarmes en prévision des manifestations.

Le nouveau préfet de police de Paris a défilé sur les Champs-Élysées samedi 23 mars au petit matin, pour passer ses troupes en revue et montrer que dans la capitale tout était en ordre. L'avenue, interdite aux manifestations comme un certain nombre de centres-villes en province, était bouclée par des centaines d'hommes et vide de manifestants... et de touristes. Le préfet fanfaronnait devant les caméras de télévision : c'était le but de l'opération.

Cette mise en scène sécuritaire venait après des jours durant lesquels le gouvernement a donné force publique à l'utilisation, dans le dispositif contre les manifestations de gilets jaunes, d'unités de l'armée de l'opération Sentinelle, mise en place pour prévenir des attentats. Il était précisé – encore heureux ! – que les soldats seraient utilisés pour protéger des bâtiments et ne seraient pas face aux manifestants. Mais le but était bien de tenter d'intimider,

de dissuader de venir ou revenir dans les rues, en faisant planer la menace d'une intervention de l'armée. Les déclarations du gouverneur militaire de Paris, la veille des manifestations, ont ajouté une pincée d'épices à la soupe sécuritaire, quand il a dit à la radio que les soldats ont « différents moyens d'action pour faire face à toute menace, ça peut aller jusqu'à l'ouverture du feu ».

Le gouvernement ne veut prendre aucune mesure favorable au pouvoir d'achat ou aux conditions d'existence, alors que c'est ce qui constitue encore et toujours le fonds des revendications des gilets jaunes. Bien au contraire, toute sa politique au service des riches et du grand patronat continue à susciter le mécontentement. Alors, il ne voit rien d'autre à faire que jeter l'opprobre sur le mouvement des gilets jaunes en le présentant comme un mouvement de voyous, et répondre par la matraque en montant la menace d'un cran de semaine en semaine.

Le dernier samedi de contestation a encore montré que le gouvernement a bien des difficultés à refermer le couvercle. Mais, même si le mouvement des gilets jaunes s'éteignait de lui-même ou sous les coups du gouvernement, la marmite sociale continuerait de bouillir. Ce ne sont pas les postures sécuritaires du gouvernement qui l'empêcheront d'exploser.

Boris Savin



Les gilets jaunes le 23 mars à Montmartre.

Matraquages et condamnations : leur ordre républicain

« L'ordre républicain a été respecté », a déclaré le ministre de l'Intérieur Castaner, le soir des manifestations des gilets jaunes du 23 mars, comme si quelques dizaines de milliers de manifestants pouvaient le mettre à bas.

Mais la journée de manifestations a surtout été éclairante sur cette république qui fait bomber le torse d'un ministre de l'Intérieur : quelques heures avant que Castaner expose sa satisfaction devant micros et caméras, une manifestante de 73 ans, militante de l'association Attac, avait été grièvement blessée lors d'une charge de police. Pour le procureur de la République de Nice et selon les images qu'il a décortiquées, « la police n'est pas en cause ». Ainsi, il n'y aurait pas de lien entre la fracture du crâne et la charge de police. Circulez, il n'y a rien à voir !

En fait, depuis le début du mouvement des gilets jaunes, le gouvernement

et la justice font preuve d'une grande compréhension pour les violences policières. Au 14 mars 2019, 174 enquêtes de la police des polices, l'IGPN, ont été ouvertes contre des policiers, mais aucune n'a abouti à une mise en examen, malgré les dizaines de mutilés et les centaines de blessés parmi les gilets jaunes. « Les enquêtes judiciaires prennent un peu de temps », a déclaré Castaner à ce propos.

En revanche, contre les gilets jaunes, la justice se montre expéditive et impitoyable. Un couple d'Indre-et-Loire a échappé de peu à la condamnation après deux jours de garde à vue, parce qu'il avait posté sur son compte Facebook la photo

d'un tabouret du Fouquet's donné par un vigile du restaurant. Pour l'heure, depuis le début du mouvement des gilets jaunes, 8 700 personnes ont été placées en garde à vue, 2 000 ont été condamnées, dont 40 % à des peines de prison, et 1 800 autres doivent passer en jugement, a reconnu le ministre de la Justice Nicole Belloubet.

Le visage de la république de Castaner, c'est un gilet jaune éborgné ou condamné à la prison, une manifestante âgée emportée par une charge de police. Mais c'est aussi Macron s'autorisant à conseiller la sagesse à une dame venue protester contre sa politique et qui se retrouve le crâne fracturé sur un lit d'hôpital. La république de Macron-Castaner n'est vraiment pas belle à voir.

B.S.

AGENDA

La Fête de Lutte ouvrière

8, 9 et 10 juin,

à Presles dans le Val-d'Oise

Les cartes d'entrée (12 euros jusqu'au 28 avril) et les bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros) sont désormais disponibles :

- auprès de nos camarades,
- par courrier : Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex (chèques à l'ordre de Lutte ouvrière),
- sur notre site : fete.lutte-ouvriere.org



Fêtes régionales

Angers-Trélazé

Samedi 30 mars à partir de 16 heures
salle Aragon, rue Joseph-Bara

Intervention de Jean-Pierre Mercier à 18 h 30

Creil

Samedi 30 mars à partir de 16 heures
À Villers-Saint-Paul

Intervention de Nathalie Arthaud à 18 h 30

Montbéliard

Samedi 6 avril à partir de 16 heures
La Roselière - salle polyvalente

Européennes : Macron fait dans le vert

En ce printemps 2019, les arbres ne sont pas les seuls à se parer de vert. Les listes aux européennes subissent le même phénomène, et en particulier celle du parti gouvernemental, la République en marche.

Pascal Canfin, jusque-là directeur de l'organisation de protection de l'environnement WWF en France, y figurera en seconde position, juste derrière la ministre des Affaires européennes, Nathalie Loiseau. Il aurait même, dit-il, refusé la première place. Les macroniens récupèrent avec lui un transfuge des Verts, dont il fut député européen de 2009 à 2014. Son mandat fut alors entrecoupé d'un

passage de deux ans au gouvernement sous François Hollande comme ministre délégué au Développement. Et derrière lui les dirigeants de LREM disent présenter une liste très verte.

L'écologie, ou en tout cas la lutte contre la destruction de la nature, mobilise aujourd'hui des millions de personnes de par le monde, comme l'ont montré les récentes marches pour le climat. Cet aspect des méfaits

du système capitaliste indignent la jeunesse, inquiète à juste titre d'avoir à vivre demain sur une planète dénaturée. Mais dans le monde des politiciens, le vert est avant tout une tenue de camouflage, qu'essayent d'endosser ceux qui savent bien que la politique qu'ils mènent compromet leur crédit auprès des électeurs. C'est pour jouer ce rôle que Macron était allé chercher Nicolas Hulot dont il fit un ministre, avant que celui-ci ne démissionne. Et il voudrait aujourd'hui renouveler cette opération à l'occasion des élections européennes.

Le débauchage de

quelques personnalités estampillées écologistes ne risque cependant pas de faire oublier la politique antiouvrière de Macron, qui lui vaut une hostilité résolue dans le monde du travail. Quant à l'écologie, il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que, dans ce domaine comme dans les autres, il se moque éperdument de l'intérêt général. La transition écologique lui a servi à justifier la hausse des taxes sur les carburants qui a déclenché le mouvement des gilets jaunes.

Face aux grands trusts il a fait preuve au contraire de la plus grande servilité, accordant à Total un

permis de forer en Guyane ou repoussant à 2025 l'interdiction de la fabrication du glyphosate, le principe actif cancérigène du pesticide Roundup produit par Monsanto. C'est ce que Nicolas Hulot appelait, en démissionnant après avoir avalé toutes les couleuvres, « la présence des lobbies dans les cercles du pouvoir », formule diplomatique que l'on peut traduire en disant que Macron n'a rien à refuser au grand capital.

Cela reste une évidence, même recouvert d'une couche de peinture verte supplémentaire.

Daniel Mescla

Plastiques : le capitalisme, ça pue, ça pollue...

Une baleine à bec vient d'être retrouvée morte sur une plage des Philippines. Son estomac étant rempli de 40 kilos de plastiques divers, elle ne pouvait plus s'alimenter. C'est un triste symbole de ce septième continent mortifère, constitué de cinq énormes zones de déchets plastiques dérivant en pleine mer, dans le Nord-Pacifique, l'océan Atlantique et l'océan Indien.

Depuis quelques semaines, un rapport de l'ONG WWF a mis en lumière, une fois encore, l'étendue des dégâts actuels et futurs liés à l'industrie du plastique, certes, mais surtout à l'irresponsabilité de ceux qui s'en enrichissent, fabricants, industriels et distributeurs qui en usent et abusent. La dénonciation de la pollution des îles Galapagos par des tonnes de déchets plastiques dérivant du continent, du fait que leurs cormorans nidifient dans les amas de couches-culottes, a mis l'accent sur l'étendue de cette pollution.

Parallèlement aux dénonciations, des amorces de solutions sont suggérées, d'abord pour tenter de résorber ces 200 000 tonnes de déchets, ensuite pour limiter l'inflation d'emballages plastiques, dont certains mettent des centaines d'années à se dégrader. Les microparticules, encore plus dangereuses pour la vie marine et la santé humaine, se retrouvent dans la chair animale, le sel de table, l'eau douce et... les organes humains.

Les solutions vont de la collecte maritime par le navire *Ocean Cleanup* et son fragile dispositif flottant de 600 mètres de long, rapidement rompu, et du ramassage sur les plages et dans le lit des rivières, aux inventions se voulant alternatives aux emballages plastiques. Ainsi fleurissent les assiettes comestibles après

usage, le dentifrice en pastilles, l'eau potable en bulle constituée d'algues, comme les plus classiques vêtements de plastique recyclé, les habitations construites en bouteilles remplies de sable et de paille, ou l'échange de bouteilles vides contre quelque menue monnaie ou contre des centimes sur une carte de transport.

Mais derrière ces idées sympathiques ou farfelues se dissimule le scandale. Pendant que de gentils volontaires ramassent quelques tonnes de déchets, n'importe quel groupe capitaliste peut décider de lancer sur le marché un produit qui en engendre des centaines de milliers. Les groupes capitalistes aux déclarations vertueuses et aux promesses ronflantes, les PepsiCo, Nestlé, aux profits aussi colossaux que



Collecte de déchets à Bali.

leur influence, refusent de réduire la quantité d'emballages plastiques qu'ils mettent sur le marché. Coca-Cola, le n°1 mondial des boissons gazeuses, se vante de ses profits quintuplés en 2018 mais n'a de cesse de contrer les législations sur le tri et le recyclage. Les bas prix du pétrole garantissent les bas prix des emballages de plastique vierge. Quant à recycler, cela coûte, l'industrie du recyclage n'apparaît pas suffisamment rentable aux capitalistes, et c'est la collectivité publique qui en

supporte principalement le prix. Alors que la moyenne européenne du recyclage du plastique est de 41%, le groupe PlasticsEurope des producteurs de plastique n'en retraite en France que 20%. Toujours au nom de la rentabilité, l'entreprise Citeo, chargée de collecter la contribution des entreprises qui produisent les emballages, peut gonfler sa trésorerie, selon *Le Canard enchaîné*, en conservant les sommes destinées aux communes quand les collectes municipales

de tri n'atteignent pas les objectifs du Grenelle de l'environnement.

Culpabiliser la population est facile, et surtout permet de brouiller les pistes. Mais, en suivant celle du profit, on trouve les gouvernements prompts à bavarder, aux ordres d'un grand patronat intouchable. C'est pourtant sur ses profits qu'il faudra prendre pour payer le recyclage et le nettoyage, avant que d'autres systèmes de distribution ne leur soient imposés.

Viviane Lafont

Chèque énergie : l'aumône du gouvernement

Lundi 25 mars les chèques énergie ont été envoyés par le ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le gouvernement se félicite en disant que cette aide sera versée en 2019 à 5,8 millions de personnes, soit 2,2 millions de plus qu'en 2018, pour un montant total de 850 millions d'euros. Les bénéficiaires les plus pauvres toucheront au maximum 277 euros, mais ceux qui toucheront ce chèque en 2019

pour la première fois auront droit au maximum à 76 euros. Avec cette aide, ils peuvent payer des travaux d'économie d'énergie dans leur logement, ou bien leurs factures de gaz, d'électricité, de fioul ou de bois.

Dans les faits, avec la hausse constante des prix de l'énergie – la dernière

annoncée est celle de l'électricité, qui augmentera de près de 6% avant cet été – 94% des bénéficiaires utilisent leur chèque pour payer leurs factures. Seuls moins de 1% l'utilisent pour payer des travaux dans leur logement. Rien d'étonnant à cela car, pour changer une chaudière, il faut compter des milliers d'euros, et il faudrait bien plus qu'un chèque énergie.

Le gouvernement se

vante de faire plus pour les plus modestes, mais il ne fera pas oublier que ce qu'il donne d'une main, sous forme d'un chèque énergie, il le reprend de l'autre avec ses hausses ! Avec des salaires et des pensions à la traîne, se chauffer et s'éclairer reste un problème quotidien pour la population. Et de cela le gouvernement est bien le seul responsable.

Cédric Duval

Réformes des lycées : pour Blanquer, la culture coûte trop cher

Samedi 30 mars, les principaux syndicats de l'Éducation nationale appellent à une journée de manifestations contre les réformes prévues par le ministre Blanquer. Celles-ci doivent être appliquées dès la rentrée 2019. Le gouvernement est pressé, et pour cause : ces réformes permettent des économies d'heures d'enseignement, et donc de postes d'enseignants, mais aussi de postes administratifs et techniques.

Le gouvernement a ainsi décidé la fusion des académies, ce qui permet déjà la suppression de 400 postes administratifs et techniques. Lille et Amiens perdent 59 postes, l'ensemble formé par Nancy, Metz, Strasbourg et Reims en perd 96. Côté lycées

d'enseignement général, officiellement il s'agit d'offrir aux lycéens de plus grandes possibilités de choisir leurs matières. Dans les faits, cela ne pourra se faire sans déménager à l'autre bout d'une académie, pour pouvoir suivre la langue souhaitée par exemple, et encore. Les

heures allouées à nombre de matières diminuent et les effectifs des classes gonflent.

Côté lycées professionnels, la réforme envisage de regrouper des filières dans des familles de métiers, soi-disant pour permettre aux jeunes de prendre le temps de choisir leur voie. Mais cela permet surtout de diminuer l'offre de formation. Ainsi, le nombre d'élèves scolarisés dans la filière gestion administration devrait diminuer de 50 % en quatre ans. Le gouvernement prévoit de ne pas remplacer 500 professeurs spécialisés dans cette matière qui partent à la retraite,

500 contractuels ne seront pas renouvelés et, pour un grand nombre d'autres professeurs, une reconversion est proposée.

Les heures d'enseignement délivrées aux élèves diminuent de manière drastique : neuf semaines en moins en baccalauréat professionnel Services, onze semaines en moins en baccalauréat Production. Les heures allouées à l'enseignement des lettres, de l'histoire, des langues, qui permettent une ouverture culturelle, sont amputées. Les jeunes en CAP auront 27,5 heures en moins en lettres-histoire, ainsi qu'en

langue vivante 1, c'est-à-dire le plus souvent en anglais. C'est peu dire que les programmes ont été allégés ! En classe de seconde baccalauréat professionnel, le programme d'histoire est réduit à un seul grand chapitre, tout comme celui de géographie. L'apprentissage de l'anglais doit se centrer sur le contexte professionnel, par exemple pour comprendre les horaires ou un planning de travail.

Avec de telles propositions, les jeunes voudraient peut-être apprendre d'abord la traduction du mot grève ? En anglais, c'est strike.

Aline Rétesse

Maine-et-Loire : grève reconduite dans l'Éducation



Assemblée des grévistes du 25 mars.

Lors de la grève interprofessionnelle du 19 mars, beaucoup d'enseignants, surtout dans les écoles, étaient en grève. Au cours d'une assemblée générale des grévistes regroupant 300 personnes, une large majorité a voté pour une grève reconductible à compter du lundi 25 mars.

Les enseignants des écoles sont en effet debout contre la réforme Blanquer, dite « école de la confiance. » Cette réforme prévoit, entre autres, de mettre les écoles maternelles et élémentaires sous l'autorité des principaux de collège, et de limiter le droit d'expression des enseignants, qui ne pourraient plus critiquer leur hiérarchie. La fusion des écoles avec les collèges a pour objectif de fermer le maximum de petites écoles pour pouvoir diminuer le nombre d'enseignants, en réalisant des économies d'échelle, et le gouvernement veut éviter toute

contestation en renforçant l'autoritarisme.

Lundi 25 mars, 400 grévistes se sont encore retrouvés en assemblée générale. Les enseignants des écoles sont largement majoritaires parmi eux, mais beaucoup de professeurs de collège et de lycée étaient aussi présents, car c'est l'ensemble de la politique du gouvernement en matière d'éducation qui est en cause. Le renforcement de l'autoritarisme et l'augmentation du nombre d'élèves par classe sont déjà une réalité dans le secondaire, et les conditions de travail y sont souvent déplorables. C'est contre l'ensemble de cette

politique qui vise à diminuer le budget de l'éducation qu'il faut se mobiliser, tous les grévistes en sont conscients.

Ils ont reconduit la grève jusqu'au vendredi 29 mars, et ont prévu un certain nombre d'actions pour populariser leur mouvement et surtout pour l'étendre le plus possible dans les écoles, collèges et lycées. Un comité d'organisation de la grève, comprenant les syndicats et des grévistes venant de différents points du département, a été élu pour organiser les actions, rédiger les argumentaires, proposer des initiatives.

Les grévistes ont décidé de s'emparer de la manifestation nationale du samedi 30 mars et appellent les parents d'élèves à manifester à leurs côtés ce jour-là.

Correspondant LO

Clichy-la-Garenne : contre l'expulsion de parents étrangers

Suite à une série d'arrestations au métro Mairie-de-Clichy, dans les Hauts-de-Seine, le lundi 4 mars, deux pères de famille de la ville avaient été placés en centre de rétention administrative. Trois autres parents étrangers sans papiers, également interpellés il y a quelques semaines, sont actuellement assignés à résidence, sous la menace d'une expulsion.

Dès la rentrée des vacances d'hiver, le 11 mars, lorsque les arrestations ont été connues, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) et Réseau d'éducation sans frontières (RESF) ont commencé la mobilisation contre la séparation des familles, en lançant une pétition sur Internet et en faisant signer les parents devant les écoles.

La préfecture s'est montrée parfaitement insensible à tous les arguments des défenseurs des parents sans papiers. L'inquiétude grandissant de voir expulser ces pères de famille qui vivent et travaillent en

France depuis plusieurs années, la mobilisation a franchi un cran la semaine suivante, avec l'apparition de banderoles sur plusieurs écoles et l'organisation d'un rassemblement devant la mairie le samedi 23 mars.

D'autant que l'un des deux retenus, José, dont la compagne attend un enfant pour début juillet, a été conduit à l'aéroport jeudi 21 mars en vue de son expulsion ; l'autre, Farid, père algérien de quatre enfants, a subi la même épreuve le samedi matin suivant. Tous les deux ont refusé de partir, mais la prochaine fois la police ne leur laissera pas le choix.

L'indignation était grande parmi les cent vingt personnes rassemblées le 23 mars contre la dispersion des familles. Parents et enseignants de Clichy-la-Garenne restent mobilisés contre la politique du chiffre qui amène l'État français à disperser les parents d'enfants souvent nés en France et qui y sont de toute façon scolarisés.

Correspondant LO

Chicken rebellion

Un renard qui s'était introduit dans un poulailler à Pontivy, dans le Morbihan, a été tué par les poules. Dans une action collective, à coups de bec, elles ne lui ont laissé aucune chance.

Il y a quelques années, le film *Chicken Run* avait raconté comment des poules, enfermées dans

un poulailler concentrationnaire, étaient parvenues à s'échapper. « *Le poulailler, c'est dans nos têtes* », avait lancé la meneuse aux autres volatiles.

« La domination du renard, c'est dans nos têtes », auraient dit les poules de Pontivy. Une leçon à méditer pour les opprimés du monde entier.



Retraites : pas d'accord pour travailler plus longtemps

Depuis qu'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, a ouvert la polémique sur le recul de l'âge de départ à la retraite, plusieurs membres du gouvernement ont ajouté leur mot à la cacophonie sur le sujet.

Le maintien de l'âge légal de départ à 62 ans étant un engagement de campagne de Macron, le Premier ministre, Édouard Philippe, a assuré qu'il n'est pas question de le modifier dans le cadre de la réforme des retraites. Mais il a précisé que, dans le cadre du financement de la dépendance, la question de savoir s'il faut travailler plus longtemps serait selon lui parfaitement valide. Pour Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, « c'est une question qui est à la concertation », ce qui signifie que le recul de l'âge de départ est bien à l'étude. À son tour Gerald Darmanin, ministre des Comptes publics, trouve que le recul au-delà de 62 ans est « une proposition très courageuse ».

Qu'il repousse ou non cet âge légal, la nouvelle attaque contre les retraites des travailleurs que prépare le gouvernement risque de se traduire par un départ plus tardif. Beaucoup de travailleurs partent déjà à la retraite au-delà de 62 ans car, avec l'augmentation de

la durée de cotisation, ils doivent continuer pour éviter d'avoir une décote, certains jusqu'à 67 ans.

À l'inverse, bien des travailleurs arrêtent de travailler bien avant 62 ans, parce qu'ils ont été licenciés, ou à cause de problèmes de santé. Ils se retrouvent alors pendant plusieurs années au chômage ou en invalidité, avant de percevoir, au moment de leur départ en retraite, une toute petite pension.

Selon les gouvernants, l'espérance de vie ayant augmenté, ainsi que le nombre de retraités, qui vivent plus longtemps, il serait nécessaire de travailler plus longtemps pour financer ces retraites. Mais c'est un mensonge, car la productivité du travail a tellement augmenté que les richesses produites seraient largement suffisantes pour financer une vie digne pour tous les retraités, si les gains de productivité n'étaient pas accaparés par la bourgeoisie. D'autre part, l'espérance de vie en bonne santé n'augmente pas,

elle est de 64,1 ans pour les femmes, et de 62,7 ans pour les hommes, ce qui laisse bien peu de temps pour profiter sereinement de sa retraite, quand on n'est pas obligé de continuer à travailler plusieurs années, malgré une mauvaise santé. Et ces moyennes cachent des différences importantes entre l'espérance de vie en bonne santé d'un ouvrier et celle d'un cadre supérieur.

Alors, reculer encore l'âge de départ à la retraite serait une mesure scandaleuse, qui ne pourrait qu'aggraver la situation.

Hélène Comte



Nos lecteurs écrivent Retraite et en colère

Après 42 ans de travail dans le secteur bancaire, je me réjouissais de pouvoir profiter d'une retraite bien méritée. C'était sans compter avec le fait qu'à la CNAV de l'Essonne, comme partout, on réduit le personnel.

Résultat : les dossiers prennent du retard et voilà maintenant trois mois

que j'attends de toucher ma pension. En attendant, il faut continuer à payer le loyer et les factures. Moi qui pensais savourer ma nouvelle liberté, je passe mes loisirs en démarches administratives, sans obtenir la moindre information sur la date de mon premier versement.

Le mépris pour les

travailleurs ne s'arrête donc jamais. On passe sa vie à se faire exploiter, et quand on croit pouvoir enfin souffler, on continue à se lever le matin avec la boule au ventre.

Révoltée j'étais au travail, révoltée je reste à la retraite!

Une lectrice de l'Essonne



Notre camarade Anne-Marie Laflorentie

Notre camarade Anne-Marie Laflorentie nous a quittés, des suites d'un cancer généralisé découvert trop tard.

Anne-Marie a été pendant plus de vingt ans notre porte-parole régionale en Midi-Pyrénées. Elle y était la militante au passé politique le plus ancien : elle n'avait que 20 ans quand elle avait rejoint Voix ouvrière, quelques mois avant Mai 68.

Embauchée fin 1968 en tant qu'ouvrière monteuse câbleuse à la CII, qui allait devenir Thomson

puis Thales, elle allait être toute sa vie une militante ouvrière combattant les injustices et les inégalités, luttant contre le mépris social venant de la hiérarchie patronale et contre tout ce qui pouvait semer la division dans le monde ouvrier.

Jusqu'à son licenciement, Anne-Marie a participé à tous les mouvements, petits ou grands, contre la politique patronale. Dans toutes ces situations, elle a mis sa détermination et son courage au service des intérêts de ses

sœurs et frères de classe.

Anne-Marie a été toute sa vie une combattante de la fierté et de la dignité ouvrières, convaincue qu'elle était que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Dans cette vie de combat, elle a gagné l'estime, la confiance et le respect de tous ceux qui l'ont côtoyée. Nous perdons une camarade et une amie. Son combat continue à travers ceux, jeunes et moins jeunes militants, qu'elle a contribué à influencer.

Charles-de-Gaulle express : richards vs banlieusards

C'est le début du chantier du Charles-de-Gaulle express, train rapide qui doit relier la gare de l'Est à Paris à l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy. Mais, pour les riverains et les usagers des transports de Mitry-Mory, en Seine-et-Marne, la lutte continue encore et encore.

Depuis fin janvier, grues et pelleteuses ont envahi la ville. Le 18 février, Michel Cadot, préfet d'Île-de-France, et les porteurs du projet sont venus rencontrer la maire de la ville. À leur insu, cette dernière a transformé le rendez-vous en réunion publique. Environ 700 personnes, ainsi que de nombreux élus de la ligne hostiles au projet, ont répondu à l'invitation.

Selon le préfet et ses accompagnateurs, il faudrait admettre que ce projet, dont le coût s'élève à 2,12 milliards sur cinq ans pour 17000 passagers prévus par jour à 24 euros le billet, est formidable!

En revanche, rien n'est dit pour les 920000 passagers quotidiens de la ligne K du RER B, rien sur les nuisances sonores des travaux en cours et plus tard sur le passage d'un train rapide toutes les 7 minutes à 140 km/h, pour les riverains de la ligne. Pas un mot non plus des conséquences du projet sur la circulation locale durant les cinq ans de travaux, alors que le passage de 150 camions par jour est prévu. Pas

un mot non plus sur les dégradations des routes, dont la remise en état restera à la charge des communes, donc à celle des contribuables. De tout cela, ils se moquent.

Valérie Pécresse, en visite à Aulnay-sous-Bois, a assuré la main sur le cœur que « la priorité est aux transports du quotidien et à l'arrêt des travaux pour ne pas dégrader les transports de centaines d'usagers ». Elle a aussi dit que Vinci était le maître d'œuvre de ce chantier, ce qui explique peut-être, ce même jour, sa déclaration tout autre devant les caméras de télévision : « Il faut lancer les travaux du CDG express dès maintenant, c'est un transport indispensable pour les touristes et les businessmen. »

Face à toutes ces attaques et à ces déclarations hypocrites, la mobilisation ne faiblit pas. Riverains et usagers se sont organisés et ont régulièrement bloqué le chantier, distribué des tracts pour informer de tout cela les usagers des transports en commun et les habitants de la ville. Ils sont bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO

Visite de Xi Jinping : théâtre d'ombres... européennes

La tournée européenne du président chinois Xi Jinping est bien tombée pour permettre aux différents chefs d'État de mettre en scène leur politique, leurs divergences et leurs postures en pleine élection européenne.

D'un côté, le vice-Premier ministre Di Maio a annoncé que l'Italie s'engageait à participer aux investissements de la nouvelle Route de la soie voulue par la Chine pour faciliter ses ventes en Europe. Il en espère une augmentation des exportations italiennes vers la Chine car « il faut penser à l'Italie d'abord ». De l'autre, Macron, Merkel et Junker, rencontrant ensemble Xi Jinping à Paris, prétendent opposer la puissance économique de l'Europe unie à celle de la Chine. Ils font mine de voir une menace dans cette Route de la soie, qui n'est rien d'autre que l'aménagement d'infrastructures pour

interconnecter des voies de chemin de fer ou des routes déjà existantes entre la Chine et l'Europe, et qui profitera au moins autant aux Européens qu'aux Chinois. Ils montrent les muscles pour que l'État chinois cesse de subventionner ses industriels.

Cette mise en scène résume bien le dilemme des capitalistes européens. Face à un grand pays comme la Chine, au développement tardif et très inégal, mais avec des capitalistes soutenus par l'État à la recherche de débouchés, le morcellement de l'Europe est un lourd handicap. Mais, comme la bourgeoisie est incapable



NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE LA CHINE À LA CONQUÊTE DU MONDE

Sur le journal de TF1, ce pont en construction devient "la conquête du monde".

de bâtir un État européen unifié, elle compte avant tout sur ses États nationaux pour défendre ses intérêts dans la guerre commerciale qui fait rage. Chaque gouvernement, aussi bien ceux de Macron ou Merkel que celui de Di Maio, défend coûte que coûte ses propres capitalistes. Mais, par calcul politique, les uns revendiquent ouvertement leur souverainisme quand les autres prétendent renforcer l'Union européenne. Ce sont deux façons différentes de tromper les classes populaires.

Les tournées diplomatiques des chefs d'État sont avant tout des voyages

d'affaires et des occasions de finaliser des contrats substantiels. Di Maio a signé avec Xi Jinping pour 2,5 milliards d'euros de contrats. Macron l'aurait battu avec quelque 10 milliards d'euros, notamment pour la construction d'éoliennes par EDF, de cargos porte-conteneurs géants commandés par la CMA-CGM, de projets dans l'industrie spatiale, sans parler de 300 avions Airbus commandés par la Chine.

Pour arroser ces contrats et sceller l'amitié franco-chinoise, un banquet d'État a été offert à l'Élysée. Outre de vieux acteurs, comme Alain Delon ou, autre

registre, Laurent Fabius, les invités étaient surtout les PDG des grands groupes visant le marché chinois, dont ceux d'EDF, de L'Oréal et de LVMH. À l'apéritif, Macron a réussi à placer deux mots sur les droits de l'homme, pendant que sa police maintenait à grande distance les manifestants qui dénonçaient le sort des opposants chinois, nationalistes tibétains, Ouïgours, journalistes indépendants, militants ouvriers ou de diverses ONG. Tout de même, à Paris, à Bruxelles ou à Rome et à Pékin, les affaires restent les affaires!

Xavier Lachau

Investisseurs : l'arbre chinois et la forêt occidentale

La visite de Xi Jinping a suscité de multiples commentaires sur le thème « les Chinois achètent tout en France », citant les entreprises reprises par des capitaux chinois et celles où des investisseurs chinois ont acquis des participations. Les chiffres les plus fantaisistes sont avancés.

Le ministère des Affaires étrangères donne les bilans suivants : les capitalistes français ont investi 25 milliards d'euros en Chine, contrôlant 1 100 entreprises où travaillent 570 000 personnes. Il y aurait en France à ce jour 6 milliards d'euros de capital chinois, investis

dans 700 entreprises et 45 000 emplois. Même si les investissements chinois en France augmentent désormais plus vite que les investissements français en Chine, on voit que l'avantage reste pour l'instant au vieil impérialisme.

De plus, les entreprises

françaises sont présentes en Chine dans les secteurs de pointe, les plus rentables : l'aéronautique en premier lieu, pour les avions, les hélicoptères et les moteurs ; l'énergie avec les centrales électriques ; l'automobile avec Renault et Peugeot ; la banque évidemment. En revanche les investissements chinois en France, outre des participations minoritaires dans un tout petit nombre de grands groupes, se concentrent dans des activités telles que le Club Méditerranée, des parcelles

de vignobles bordelais, des laiteries et diverses entreprises rachetées à des fonds de placement américains. La participation chinoise à l'aéroport de Toulouse – d'ailleurs sur le point d'être revendue – a donné lieu à plus de commentaires que de bénéfices. Tout cela constitue certes un beau portefeuille, mais qui reste bien loin du cœur et du coffre de la bourgeoisie hexagonale.

Cette disproportion dans la puissance réelle, mise en évidence par la nature et le

poinds des investissements, se retrouve évidemment entre la Chine et les autres puissances impérialistes, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne et Japon.

Aujourd'hui comme hier, le grand capital, français entre autres, fait de très bonnes affaires en exploitant le prolétariat chinois. Et aujourd'hui encore, au-delà des discours, l'État chinois est plus le commis du capital impérialiste dans cette opération qu'une menace réelle pour son hégémonie.

Paul Galois

Eau potable : prendre le problème à la source

À l'occasion de la journée mondiale de l'eau le 22 mars, l'ONU a consacré un rapport à l'accès à l'eau potable dans le monde. Elle constate que 2 milliards d'êtres humains n'y ont pas droit, soit trois personnes sur dix.

Quatre milliards de personnes font face à une pénurie d'eau au moins un mois par an. Plus de quatre milliards sont privées d'installations sanitaires. Les maladies liées au manque d'eau, comme le choléra ou la dysenterie, font chaque année 780 000 morts, plus que les guerres et les catastrophes naturelles. 80 % des eaux usées sont rejetées dans la nature sans aucune dépollution, entraînant la pollution des eaux de surface et des nappes

souterraines. Le manque d'eau menace l'agriculture, l'élevage et met en péril des villages entiers.

Les pays pauvres sont les premiers touchés : plus de la moitié des personnes n'ayant pas accès à une source d'eau potable à moins de trente minutes de route vivent en Afrique, dans des pays où les États n'assurent ni la distribution de l'eau ni son assainissement.

Même dans les pays les moins pauvres, l'accès à l'eau potable n'est pas

toujours garanti. De nombreux habitants de la Guadeloupe, département français, subissent des coupures d'eau à répétition car les canalisations n'ont pas été entretenues. Aux USA, les 100 000 habitants de Flint, dans l'État du Michigan, n'ont au robinet qu'une eau toxique chargée de plomb. Dans certains comtés ruraux, notamment dans le Kentucky, la population n'a pas d'eau.

L'accès à l'eau potable pour tous dépend des moyens qui sont investis dans les infrastructures nécessaires. Il y a des milliers d'années, les grandes civilisations comme celle née en Mésopotamie, et plus tard l'Empire romain,

ont su développer la gestion et l'adduction de l'eau. Aujourd'hui, alors que les pays les plus riches, comme la France, consacrent des dizaines de milliards par an à la fabrication d'armes sophistiquées, les moyens financiers ne sont pas investis pour permettre à toute la

population mondiale l'accès à l'eau potable. Ce n'est évidemment pas une fatalité : seule l'organisation capitaliste empêche l'humanité de résoudre ce problème, alors que toutes les possibilités existent de faire face à cette priorité.

Gaëlle Régent



Algérie : la contestation populaire met le régime en crise

Vendredi 22 mars, malgré les intempéries qui ont touché de nombreuses régions d'Algérie, des cortèges massifs ont de nouveau parcouru toutes les villes du pays. Démarrée un mois plus tôt, le 22 février, la contestation, le hirak comme l'appellent désormais les Algériens, ne faiblit pas.

Les classes populaires rejettent en bloc le plan B du pouvoir, avec son report des élections, sa conférence nationale et sa réforme de la Constitution. La solution ne peut pas venir de ceux « qui ont volé les richesses du pays ».

Avec les vacances scolaires, les Algériens ont manifesté en famille dans la joie, mais avec toujours la même détermination. Ils exigent avec vigueur que le « système dégage ! ». C'est un préalable, la méfiance envers les politiciens est totale. Le nouveau Premier ministre, Bedoui, et son acolyte Lamamra sont conspués. « Ni Bedoui ! Ni Lamamra ! Système dégage ! » Nommé Premier ministre le 11 mars, Bedoui n'a toujours pas réussi à former un gouvernement. Il aurait contacté près de 450 personnalités, qui auraient toutes décliné la proposition d'un poste ministériel. « Si ton téléphone sonne, ne décroche surtout pas, c'est sûrement Bédoui ! », cette blague qui circule à Alger reflète l'impasse politique dans laquelle se trouve le pouvoir.

Chaque jour apporte son lot de politiciens et dirigeants

qui retournent leur veste et soutiennent un mouvement populaire qu'ils condamnaient la veille. Ces ralliements et cet opportunisme sont vécus comme une marque de mépris supplémentaire et ne font qu'accroître la volonté d'en finir avec le système tout entier. Les manifestants crient : « On vous a dit Partez tous, pas Venez tous ! Dégagez ! »

Le ralliement le plus cynique et le plus spectaculaire est sans doute celui de Ouyahia, dirigeant du RND, l'ex-Premier ministre détesté des Algériens, qui agitait début mars la menace de la guerre civile et qui affirme aujourd'hui comprendre et approuver le mouvement populaire. À l'intérieur de son parti, Ouyahia fait face à une contestation de militants qui l'accusent de corruption et veulent son départ.

Au sein du FLN, de plus en plus de responsables lâchent le plan B du clan Bouteflika. Son porte-parole, Khalidoun, s'en est démarqué : « Cette conférence ne va pas régler le problème... Qui va mandater les participants ? La conférence n'est plus valable. » Rappelé à l'ordre par



Le 22 mars.

certain responsables, il a été suivi par d'autres, à l'image du maire FLN d'Alger-centre, Bettache, naguère partisan acharné du cinquième mandat. Ce dernier, pour justifier son ralliement, invoque ses origines populaires, affirme vivre dans un quartier populaire et se lever tous les matins pour aller travailler !

Un autre soutien illustre aussi la crise que traverse le régime, celui du PDG de la Sonatrach (Société nationale des hydrocarbures). Alors que le 10 mars la direction de la Sonatrach avait menacé de sanctionner les travailleurs qui s'étaient mis en grève contre le cinquième mandat, il salue aujourd'hui le mouvement populaire : « La Sonatrach ne peut rester en dehors de ce mouvement, en sa qualité d'entreprise citoyenne et de locomotive de l'économie nationale. »

Face à un puissant mouvement qu'ils sont pour l'instant incapables d'endiguer, les partis de l'Alliance

présidentielle, qui ont soutenu la candidature de Bouteflika, se fissurent et s'entre-déchirent. Quant aux partis d'opposition, des islamistes aux libéraux, discrédités eux aussi, ils tentent pour l'instant sans succès de s'unir pour offrir une solution qui préserve les intérêts des classes possédantes.

Quelle sera la personnalité apte à diriger cette transition qu'ils tentent de mettre en place ? Des noms circulent, comme celui de Bouchachi, avocat, ex-porte-parole de la Ligue des droits de l'homme, que l'on voit dans les manifestations d'avocats et de magistrats. La presse évoque comme autre homme possible Liamine Zeroual, ex-officier, qui avait été élu président durant la décennie noire.

L'armée est restée discrète, jusqu'à ce que le général Gaïd Salah, ministre de la Défense, qui avait menacé les manifestants le 7 mars, salue lui aussi le mouvement

populaire. Le 26 mars, il a finalement demandé la destitution de Bouteflika, tentant ainsi de mettre fin aux manifestations. Reprenant leurs mots d'ordre, il a déclaré : « Le peuple et l'armée sont frères. »

Le pouvoir n'a pour l'instant pas choisi de recourir à la répression, mais rien n'exclut qu'il puisse le faire dans l'avenir.

Les travailleurs, les classes populaires des villes et des campagnes, orgueilleux de leur mouvement, soucieux de le préserver et de le faire aller de l'avant, expriment de l'hostilité et de la méfiance vis-à-vis de tous ceux qui veulent parler en leur nom. Cette méfiance est plus que légitime. Un véritable changement de système ne pourra venir que d'eux.

Après l'annonce du 26 mars, un nouveau slogan est apparu : « Bouteflika, puisque tu t'en vas, amène Gaïd Salah avec toi ! »

Leïla Wahda

Les travailleurs dans la mobilisation

Entre deux vendredis, la contestation ne cesse pas et les rues de la capitale ne désemplissent pas. Mais c'est tout le pays, tous les jours, qui vit au rythme des manifestations et des grèves.



Manifestation à Tizi-Ouzou.

Le 25 mars, à Tizi-Ouzou, les travailleurs communaux, les employés du service de l'eau et les postiers des 160 bureaux de poste de la willaya ont répondu massivement à l'appel à la grève de l'union locale de l'UGTA, contre le système mais aussi pour le départ du secrétaire général du syndicat, Sidi Saïd, soutien fidèle du régime.

Mardi 26 mars, malgré les vacances scolaires, les étudiants étaient de nouveau dans la rue dans de nombreuses villes.

Sur les réseaux sociaux, un appel à la grève générale des travailleurs du secteur public pour une durée de trois jours à partir du mardi 26 mars a été largement relayé. Mais il a aussi été largement critiqué par

tous ceux qui, au sein de la contestation, incarnent une opposition libérale et ne souhaitent pas que les travailleurs apparaissent comme une force. Pour contrecarrer la grève, ils invoquent l'unité et agitent la menace de division.

Les travailleurs qui ont commencé la grève le 26 mars n'ont pas l'intention de s'effacer. À Bouira, les travailleuses de l'usine Bouira Draps ont rejoint la marche qui réunissait les travailleurs d'Algérie poste, Algérie télécom, du commerce, les employés de la culture, du secteur social, de Sonelgaz, des transports, du Trésor public et de la direction de l'Emploi. À Bejaïa, les forestiers et les travailleurs du secteur agricole ont manifesté

ainsi que les travailleurs de l'Angem. À Boumerdès, les travailleurs de Socotide ont répondu à l'appel. Dans la banlieue d'Alger, ceux de la SNVI en ont fait autant et ont manifesté dans la zone industrielle de Rouïba. À Oran, les dockers du port d'Arzew en grève ont inscrit sur leurs banderoles « Les travailleurs de l'entreprise du port d'Arzew soutiennent el hirak (le mouvement) », mais ils dénoncent aussi l'UGTA, le « syndicat de la honte. » Son secrétaire Sidi Saïd est rebaptisé Seidhoum (leur maître) Saïd.

La contestation du système devient en tout cas l'affaire de nombreux travailleurs du public et du privé.

L.W.

L'armée algérienne, colonne vertébrale du "système"

Après avoir menacé les manifestants d'un « retour aux douloureuses années de braise », le général Gaïd Salah, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est voulu rassurant, déclarant : « L'armée est fière de son peuple. » Puis, devant la prolongation des manifestations, il a demandé la destitution de Bouteflika « pour cause de maladie grave et durable », en application de l'article 102 de la Constitution et « pour sortir de la crise ».

Depuis l'indépendance, l'armée algérienne détient le véritable pouvoir, tantôt dans l'ombre, tantôt en intervenant brutalement.

Malgré son nom historique, l'Armée de libération nationale (ALN, devenue ANP après 1962) n'a pas joué le rôle principal dans la conquête de l'indépendance. Celle-ci fut le résultat de la lutte des maquis de l'intérieur, des sacrifices inouïs consentis par le peuple algérien et de l'impasse politique dans laquelle se trouvait l'État français. Basée en Tunisie et au Maroc, coupée de l'Algérie, cette « armée des frontières », équipée et encadrée par des hommes formés à l'étranger, devait en revanche devenir la colonne vertébrale du nouvel appareil d'État algérien. Les fondateurs du Front de libération nationale (FLN) aspiraient à bâtir un État indépendant, intégré dans l'ordre mondial capitaliste, et non à exprimer les intérêts des classes pauvres, dont ils se méfiaient.

Dès la proclamation de l'indépendance, en juillet 1962, l'ALN arbitra les rivalités au sein du FLN. Le colonel Houari Boumediene aida Ahmed Ben Bella à écarter les autres dirigeants. Trois ans plus tard, Boumediene chassait à son tour Ben Bella du pouvoir par un coup d'État. Parmi ses protégés aux dents longues, il y avait un certain Abdelaziz Bouteflika, qui

fut ministre à 25 ans. Derrière les formules glorifiant la révolution socialiste algérienne, il y avait la dictature du FLN, parti unique, et celle de l'ANP, son bras armé, pour permettre l'enrichissement d'une bourgeoisie algérienne captant à son profit la rente pétrolière, dans une économie mondiale dominée par les grandes puissances.

L'armée « populaire » tire sur le peuple

Quand, en octobre 1988, la jeunesse se révolta dans les quartiers pauvres d'Alger, tandis que des grèves ouvrières se déroulaient un peu partout dans le pays contre les effets dramatiques de la crise économique, l'armée tira sur la foule, faisant entre 500 et 1000 morts. Trois ans plus tard, en décembre 1991, l'armée annula le deuxième tour des élections législatives puis chassa Chadli Benjedid du pouvoir. Entre les deux dates, le Front islamique du salut (FIS), prétendant se préoccuper de la misère des classes populaires, jouant les vertueux face aux corrompus, avait réussi à capter à son profit le désespoir d'une large fraction de la population.

L'annulation des élections et l'arrestation des principaux dirigeants du FIS ouvrit la Décennie noire, presque dix ans d'une guerre civile qui fit 100 000, peut-être 150 000 morts. Les chefs de la mouvance islamiste



Lors du soulèvement populaire de 1988 à Alger.

multiplièrent les attentats, recrutant des hommes de main, créant des maquis, organisant des assassinats ciblés et des massacres aussi atroces qu'aveugles. Mais, dans son combat contre le terrorisme, l'armée mena à son tour une sale guerre, perpétrant des massacres, méprisant son propre peuple, considérant comme des ennemis tous les habitants des quartiers ou des villages qui avaient voté massivement pour le FIS. Pendant cette Décennie noire, le peuple algérien fut pris en étau entre deux dictatures, celle des islamistes et celle de l'armée, et de ses services secrets.

En 1999, c'est encore l'armée qui, pour tourner la page de la guerre civile,

permet l'accès au pouvoir de Bouteflika. Sous les présidences de celui-ci, elle se fit plus discrète, tout en continuant de jouer un rôle important dans les coulisses du pouvoir, notamment pour s'assurer les retombées de l'exploitation pétrolière.

Dans la crise actuelle, les chefs de l'armée pourraient de plus en plus jouer le rôle d'arbitres. Ils pourraient intervenir, soit dans le sens de la répression, soit pour se proclamer aux côtés du peuple et se présenter comme une alternative. Il reste à savoir si cette dernière attitude serait crédible. Ceux qui ont connu la Décennie noire ou ceux qui ont tiré des leçons du Printemps arabe ont des raisons de se méfier d'une

intervention de l'armée. Cela ne les décourage pas de manifester contre le système mais les incite à se proclamer « pacifiques » dans toutes les manifestations. Ils s'adressent aux policiers du rang pour qu'ils rejoignent la contestation et certains proclament que « armée et peuple sont frères ».

Les soldats du rang, dont certains sont des conscrits, peuvent se sentir du côté des travailleurs et des exploités. Mais ce n'est certainement pas le cas de la haute hiérarchie militaire. Ces chefs d'une armée puissante et aguerrie peuvent être un recours pour maintenir un régime de dictature contre le peuple algérien.

Xavier Lachau

Crise financière : au bord du précipice

« D'ici la fin 2020, nous allons vivre un tsunami financier. Ce qui est arrivé à Lehman Brothers [la grande banque d'affaires dont la faillite subite précipita la crise mondiale en 2008] c'est lilliputien à côté de ce qui nous attend! »

C'est un connaisseur intime de la finance qui a fait cette déclaration à l'occasion de la sortie d'un livre: Georges Ugeux, un Belge qui a fait sa carrière aux États-Unis, a été vice-président de la Bourse de New York, avant de lancer sa propre entreprise de conseil aux banques.

U g e u x p o i n t e

l'endettement considérable des États les plus puissants, cumulant 63 000 milliards d'euros de dette publique, dont le tiers pour les seuls États-Unis. Jusqu'à présent les taux d'intérêts très bas, et parfois négatifs, ont permis que cet endettement ne pèse pas trop lourd dans les budgets des États. Mais à présent ils remontent, et le risque d'un accroissement incontrôlable de la dette grandit.

Or c'est pour sortir les banques de la crise où elles avaient plongé toute l'économie mondiale que les États se sont endettés considérablement en 2008 et les

années suivantes. Dix ans plus tard, le moyen même qui a été utilisé pour éviter que cette crise ne mette à bas tout le système financier – faire racheter les dettes pourries des banques privées par les institutions publiques – constitue un risque majeur.

Le livre d'Ugeux s'intitule *La descente aux enfers de la finance*. Pour l'instant la finance, instrument de la domination de la grande bourgeoisie, s'en sort bien, au vu des profits qui affluent vers ses coffres, quitte à menacer de l'enfer l'immense majorité de l'humanité.

Lucien Déroit



Mali : cycle meurtrier d'affrontements ethniques

Samedi 23 mars, l'attaque du village peul d'Ogossagou dans le centre du Mali a fait 160 morts, dont de nombreuses femmes et enfants, et des centaines de blessés. Même si elle n'a pas été revendiquée, cette tuerie est selon toute vraisemblance l'œuvre d'une milice d'autodéfense dogon nommée Dan Nan Ambassagou.

De semblables violences ont déjà causé des centaines de morts. Les conflits entre agriculteurs dogons ou bambaras et éleveurs peuls pour l'accès à la terre ne sont pas une nouveauté dans la région, comme dans toute cette partie de l'Afrique. Mais ils ont été exacerbés au Mali par la guerre. Les groupes djihadistes qui avaient

envahi le Nord n'ont pas disparu, mais ont essaimé dans tout le pays. L'un d'entre eux est apparu dans le centre du pays et a recruté dans les populations musulmanes d'origine peule. Tous les habitants des villages peuls ont alors été soupçonnés de soutenir les djihadistes, accusés d'être responsables de leurs exactions.

Des milices dites d'autodéfense se sont constituées des deux côtés. Les Dogons ont formé Dan Nan Ambassagou, avec l'objectif de protéger leur communauté. Les Peuls ont constitué l'Alliance pour le salut du Sahel pour, disaient-ils, défendre les civils peuls du centre du Mali et du Burkina Faso contre les milices de l'autre camp. Les attaques de villages se sont succédé, avec les assassinats visant des personnes influentes de chaque communauté, les interdictions d'accès à certains points d'eau, foires ou villages.

Dans ces régions, l'État

est totalement inexistant, et la population doit se débrouiller elle-même pour gérer ses problèmes. L'armée malienne, dont un camp est situé à 20 km du lieu du massacre, a mis quatre heures à arriver sur les lieux.

Devant l'ampleur sans précédent de la tuerie, le président Ibrahim Boubacar Keita a limogé trois chefs de l'armée et dissous officiellement, c'est-à-dire pour la forme, la milice dogon. Mais tout cela ne change absolument rien. Les habitants de la région, qu'ils soient peuls, dogons, bambaras ou autres, sont pris dans

l'engrenage d'un affrontement ethnique meurtrier, qui ne profite qu'à leurs ennemis, le gouvernement malien et derrière lui l'impérialisme français.

Ce dernier prétendait avoir rétabli la sécurité au Mali par son intervention militaire, mais la tuerie qui vient d'avoir lieu montre bien qu'il n'en est rien. Maintenir à Bamako, la capitale, un gouvernement ami de l'impérialisme français était le seul but réel de l'intervention. Cela n'amène aucun progrès pour la population et ses conditions de vie.

Daniel Mescla

Gaza : la contestation sociale réprimée violemment

Entre le 14 et le 19 mars, des centaines de Palestiniens de la bande de Gaza ont manifesté contre le coût de la vie sous le slogan « Nous voulons vivre », lancé sur les réseaux sociaux et repris par les manifestants.

Deux millions d'habitants vivent sur l'étroite bande de Gaza. Le gouvernement israélien y a mené trois guerres, causant des destructions innombrables, et depuis douze ans, les Gazaouis étouffent sous le blocus imposé par les autorités israéliennes et égyptiennes. Un habitant sur deux vit sous le seuil de pauvreté et la survie des deux tiers de la population dépend de l'aide étrangère. Le chômage touche 53% des actifs, 70% des jeunes.

Dans cette situation sociale déjà catastrophique, l'augmentation des taxes par le Hamas, le parti islamiste au pouvoir depuis 2007, contribue à rendre la vie encore plus difficile. Les produits importés, y compris alimentaires, sont hors de portée de la majorité des habitants. Le prix des tomates a triplé.

En réaction à cette aggravation de leur situation, des centaines de manifestants ont envahi les rues. Partie de l'immense camp de réfugiés de Jabaliya, au nord du territoire, où s'entassent plus de 100 000 personnes, la contestation s'est étendue à plusieurs autres endroits.

Si le Hamas encourage les « marches du retour » organisées chaque vendredi depuis un an pour protester contre le blocus israélien et exiger le retour des Palestiniens chassés de leur terre, il a durement réprimé cette flambée de contestation sociale. Le ministre de l'Intérieur, tout en affirmant comprendre « les manifestations liées aux difficultés créées par le blocus »,

a affirmé : « Nous ne laisserons personne les exploiter pour semer le chaos. » Une réponse aux manifestants dont plusieurs ont exprimé, le plus souvent sur les réseaux sociaux, leur colère devant les avantages que s'octroient les dirigeants et leurs familles. Les forces de sécurité du Hamas ont donc bastonné les manifestants, arrêté des dizaines de jeunes accusés d'avoir appelé aux rassemblements sur les réseaux sociaux et frappé les journalistes qui s'aventuraient dans les manifestations.

Les Gazaouis révoltés par leurs conditions de vie ne se sont pas seulement heurtés aux matraques du Hamas, doublées d'insultes les accusant d'être des traîtres manipulés par Israël. Ils ont également eu droit aux déclarations de soutien



Manifestants dans une rue de Gaza.

empoisonnées de l'Autorité palestinienne, qui dirige la Cisjordanie et voudrait bien reprendre la main sur Gaza en éliminant le Hamas. L'Autorité palestinienne a ainsi assuré les manifestants de sa compréhension, alors qu'elle participe à l'aggravation des conditions de vie en rognant sur les salaires des fonctionnaires et

en refusant même de payer la facture de carburant de la seule centrale électrique de la bande de Gaza.

Mais le comble du cynisme revient évidemment au gouvernement israélien de Netanyahu, qui a relayé en boucle les vidéos montrant les images de la répression des manifestations et fait mine de s'en émouvoir,

alors que sa politique de blocus et de guerre est la première responsable de la situation désespérée des Palestiniens de Gaza ! Les tentatives de récupération des uns et des autres traduisent en tout cas un même mépris de fond pour la population palestinienne.

Nadia Cantale

Israël : Netanyahu-Trump, complices sur le dos des Palestiniens

Lundi 25 mars, Donald Trump a reconnu la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien. Ce plateau, d'un peu plus de 1 000 km² et comptant environ 50 000 habitants, avait été annexé par Israël lors de la guerre des Six Jours, en 1967.

En entérinant cette rapine, après avoir reconnu, en décembre 2017, Jérusalem comme capitale d'Israël, Trump appuie la politique israélienne de faits accomplis et d'appropriation des territoires arabes.

Trump donne aussi un nouveau coup de pouce à Netanyahu pour les

élections législatives du 9 avril. Impliqué dans plusieurs affaires de corruption, le Premier ministre israélien se sert de ses relations avec son allié américain comme argument de campagne.

Ces manœuvres ne sont pas restées sans réaction. À la frontière de Gaza,

plusieurs incidents ont eu lieu et deux Palestiniens ont été tués le 22 mars. Dans les prisons israéliennes, les incidents se sont également multipliés, les autorités cherchant à empêcher l'usage des téléphones portables, qui constituent souvent le principal lien des détenus avec leur famille. Dans la nuit du 25 au 26 mars, Israël a bombardé la bande de Gaza ; cela fait suite à des tirs de roquettes depuis Gaza vers Tel-Aviv.

Les Palestiniens sont écrasés par l'État d'Israël,

ceux de Cisjordanie voient leurs territoires chaque jour plus colonisés, et ceux de Gaza vivent dans une prison à ciel ouvert. Mais à chaque campagne électorale, on assiste à des surenchères sur le thème de la fermeté face au « danger terroriste » venant des Palestiniens.

Ce sont autant d'ingrédients qui s'accumulent pour une explosion de colère, qui surviendra tôt ou tard face au sinistre attelage Trump-Netanyahu.

Michel Bondelet

Tarif de l'électricité : le scandale continue

Le ministre de la Transition écologique, de Rugy, a annoncé que l'électricité allait « sans doute à la moitié de l'année augmenter de 5 ou 6% ». La Commission de régulation de l'énergie (la CRE) avait recommandé une hausse de 5,9% que le gouvernement avait refusée, car on était en plein mouvement des gilets jaunes. Mais la hausse était simplement retardée.

Rien ne la justifie. EDF n'a pas de problème particulier. Bien sûr, il y a l'entretien habituel des centrales, mais l'argent récolté via les factures des clients y suffit amplement. D'ailleurs EDF a fait 2,5 milliards d'euros de bénéfices en 2018.

Seulement, il y a un autre problème : celui des fournisseurs alternatifs, les concurrents d'EDF. Ils sont une trentaine et, à l'exception d'Engie, ils ne possèdent aucune source d'énergie, et ne produisent donc pas le moindre électron.

Seulement la loi Nome,

adoptée sous le gouvernement Fillon, les autorise à utiliser, s'ils le souhaitent, le quart environ de la production nucléaire d'EDF, soit 100 térawattheures (EDF en produit environ 380) alors qu'ils n'ont jamais financé la moindre centrale. Le tarif de cette électricité est fixé pour le moment à 42 euros le mégawattheure. Ce prix leur permet d'acheter de l'électricité à EDF et de la revendre un peu moins cher aux particuliers. Sauf si les cours du marché de gros descendent en dessous des 42 euros, auquel cas ils

s'approvisionnent sur le marché de gros et l'opération est encore plus favorable. Ces fournisseurs alternatifs ne sont rien d'autre que des organismes financiers qui profitent d'une disposition de la loi.

En ce moment, les prix du marché de gros augmentent beaucoup et les distributeurs alternatifs voudraient maintenant 135 térawattheures au lieu des 100 promis.

La CRE, organisme nommé par le gouvernement, manigance des tarifs qui permettent à toutes ces sociétés et donc à la moins performante d'exister. La concurrence, censément défendue par la CRE, permet ainsi de protéger les plus mauvais... en faisant payer les consommateurs. Sur le marché de l'électricité, comme partout, elle était



Quelques-uns des fournisseurs alternatifs.

pourtant présentée comme une chance permettant de faire baisser les prix. En réalité, les prix s'envolent avec l'assentiment du ministre de l'Écologie.

L'autre question est celle des taxes, dont la TVA, qui représentent environ 38% des factures de chaque client. Une partie de la TVA est d'ailleurs une taxe... sur les autres taxes!

Et si le prix de l'électricité augmente, les taxes vont

évidemment augmenter en proportion. Pour les entreprises industrielles très grosses consommatrices de courant, dites « électro-intensives » et qui représentent environ 20% de la consommation, des dispositions existent pour que certaines taxes leur soient supprimées. Ce n'est pas le cas pour les particuliers. Ainsi les moins riches paient proportionnellement plus cher.

André Victor

Forains : la roue de l'infortune

Lundi 25 mars, des centaines de forains rassemblés au Mans, dans la Sarthe, ont affronté la police, bloqué la circulation et les trains, tenté d'investir la mairie. Après des semaines de discussions infructueuses, ils ne voyaient plus que ce moyen pour se faire entendre d'une municipalité qui veut déplacer la fête foraine du centre-ville vers la périphérie, les privant ainsi d'une bonne partie de leur clientèle.

Au Mans, 65 familles sont directement concernées, mais le problème est général et touche toute une catégorie sociale, plusieurs dizaines de milliers de familles selon les porte-parole des forains. L'épisode du Mans fait suite à de nombreux autres, les opposant aux municipalités qui leur interdisent les centres-villes et augmentent les prix des emplacements, ou à EDF qui leur fait payer fort cher chaque raccordement. En plus des problèmes particuliers liés à leur métier, les forains énumèrent, comme tous les petits et très petits entrepreneurs, les difficultés rencontrées avec

l'administration, les prix du carburant etc.

Avec la multiplication des parcs d'attraction fixes, des centaines de milliers d'enfants ont goûté aux manèges spectaculaires et ne se contentent plus des auto-tamponneuses d'antan. Les forains doivent donc investir dans de telles installations, qui peuvent coûter des centaines de milliers d'euros chacune et sont ruineuses à assurer, transporter, monter et démonter, entretenir et faire contrôler régulièrement. Faute de grandes attractions, même les stands les plus modestes comme les



Blocage de la voie ferrée au Mans par les forains.

loteries et les confiseries ne font pas recette, car les promeneurs ne viennent plus. Les forains se trouvent donc vis-à-vis des parcs d'attractions fixes, comme les petits commerçants vis-à-vis des supermarchés, contraints de suivre sans en avoir les moyens, obligés d'augmenter leurs prix pour survivre.

Il leur restait un argument, faire partie du paysage de centre-ville, constituer une distraction et une animation dont on peut profiter sans prendre sa voiture, s'intégrer dans le paysage et la mémoire populaires.

Mais les villes grandes et moyennes ont changé. Leurs centres, comme leurs conseils municipaux, sont depuis longtemps peuplés de petits bourgeois qui ne prisent guère la barbe à papa, la grande roue, les cornets de frites ou le train fantôme. Il leur faut désormais des centres propres, bien fréquentés et, si possible, historiques. La fête foraine ira donc s'exiler sur un lointain parking en périphérie. Tant pis pour les forains si la clientèle ne suit pas.

Dans les petites villes populaires qui accueillent encore une ducasse sur la grand-place, le problème est

hélas beaucoup plus simple. La baisse constante du niveau de vie des familles de travailleurs réduit d'autant les possibilités de tours de manège, comme elle réduit, tout au long de l'année, la consommation. À cinq euros l'attraction de cinq minutes, quelle famille avec quatre enfants passera l'après-midi à la ducasse?

Après les affrontements du Mans, le maire PS comme le ministre de l'Intérieur Castaner et bien des commentateurs ont disserté sur la violence des forains. Mais ils n'ont rien dit de la paupérisation croissante, cause et ferment de toutes les explosions sociales. Ils n'ont fait que révéler leur mépris social à l'égard des fêtes foraines, de ceux qui en vivent comme de ceux qui voudraient y prendre plaisir.

Paul Galois

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 198 (mars-avril 2019):

- Lutte ouvrière dans les élections européennes
- Algérie: la candidature de Bouteflika déclenche la colère populaire
- Union européenne: les États désunis d'Europe
- Antisémisme et antisionisme: un amalgame à combattre
- Venezuela: le chavisme en faillite confronté aux manœuvres impérialistes
- Gouvernement italien: la façade antisystème se fissure, les idées réactionnaires restent
- Russie: Poutine, le démagogue Navalny et un mécontentement social persistant

Prix: 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.

Centre hospitalier privé – Rennes : une grève massive

La grève du personnel de la clinique privée Saint-Grégoire, près de Rennes, a commencé lundi 25 mars. D'emblée, la mobilisation a été massive. Elle touche toutes les catégories du personnel. Plus de la moitié des 750 salariés ont fait grève le premier jour et toutes les interventions chirurgicales ont été annulées.

Les grévistes réclament des effectifs et une augmentation de salaire d'au moins 100 euros «La dernière augmentation n'a été que de 0,5% en 2017.» Ils s'élèvent contre la dégradation des conditions de travail: «C'est la course à la rentabilité.»

Devant la force de la mobilisation, le préfet a réquisitionné une quarantaine de personnes pour assurer la nuit du dimanche au lundi et une cinquantaine pour la journée du mardi au nom de «la santé publique», en

disant que le transfert des patients vers d'autres établissements mettrait ces derniers en difficulté.

Cette grosse clinique privée, qui se fait appeler Centre hospitalier privé (CHP), appartient au groupe Vivalto Santé. C'est le troisième groupe de cliniques privées en France où il possède 28 cliniques et emploie 5 350 salariés.

Cette clinique est depuis neuf ans considérée comme meilleure clinique de France dans le classement

du magazine *Le Point*. C'est sans doute vrai du point de vue de la rentabilité, mais pour ce qui est du personnel, il en va autrement. «Tous les services sont en manque d'effectif. Du coup, les salariés sont en souffrance avec des arrêts de travail qui se multiplient», «Les plannings changent tout le temps, la direction ferme des lits avant de les rouvrir en urgence. On manque clairement de visibilité et cela désorganise totalement les services» disent les travailleurs en grève.

D'autres ajoutent: «Plutôt que de racheter des cliniques à tout va, le groupe Vivalto Santé ferait bien d'abord d'investir dans du personnel.»

Mardi 26 mars, ils étaient environ 300 à manifester dans une ambiance dynamique, avec le soutien des automobilistes qui les saluaient à coup de klaxon.

La direction a annoncé quelques embauches, mais cela ne fait pas le compte et elle refuse de parler à la fois des conditions de travail et des salaires. Les grévistes n'entendent pas se laisser faire et ont reconduit la grève.

Correspondant LO



Hôpitaux psychiatriques – Lyon : il faut soigner les malades, pas les banquiers

Jeudi 21 mars, 150 travailleurs des hôpitaux psychiatriques de Lyon se sont rassemblés devant l'Agence régionale de santé (ARS). Tous dénonçaient les économies brutales que le gouvernement leur impose: 10 millions d'euros d'économies ont été annoncés à l'hôpital du Vinatier, où la contestation se

manifeste depuis plusieurs semaines; 700 000 euros d'économies à l'hôpital de Saint-Cyr; des dizaines de postes de soignants qui manquent à Saint-Jean-de-Dieu comme dans les autres hôpitaux.

Partout, les places manquent pour accueillir les malades et les conditions de travail sont devenues

déplorables. Les hôpitaux ont été contraints de s'endetter auprès des banques. Aujourd'hui, ils doivent se serrer la ceinture pour payer cette dette. Dans cette société, les intérêts versés aux banques passent avant l'intérêt des malades et des agents hospitaliers.

Correspondant LO

Maternités : fermetures mauvaises pour la santé

Tandis que le gouvernement fait voter le plan Santé au Parlement, les fermetures de maternités continuent. Selon la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, il s'agit de fermer celles qui seraient peu sûres parce que les médecins n'y sont pas en nombre, ou bien parce que le nombre d'accouchements y serait trop faible et ne garantirait pas une pratique suffisante des médecins.

Face à ces problèmes, la solution selon la ministre serait de fermer ces établissements. Ainsi après la fermeture de nombreuses maternités depuis deux ans, comme celles de

Saint-Claude, Chateaudun, Die, ou Bernay, d'autres sont programmées.

Selon une enquête, 40% des maternités ont fermé en vingt ans. Par conséquent, l'éloignement des femmes

de la maternité la plus proche n'a cessé d'augmenter. Le nombre de femmes vivant à plus de 45 minutes de toute maternité a doublé, pour atteindre 716 000 aujourd'hui. Cela n'a rien de rassurant pour les familles concernées, 45 minutes étant considéré comme le délai au-delà duquel la femme est mise en danger.

Paradoxalement, la réponse du gouvernement est de poursuivre les fermetures, sous prétexte de garantir plus de sécurité aux

femmes qui accouchent. Les maternités de niveau 1, c'est-à-dire les moins équipées sont les premières visées. Mais ce ne sont pas les seules. La maternité de Creil, dans l'Oise, est menacée de fermeture; elle est pourtant de niveau 3, car elle présente les moyens techniques permettant d'encadrer les accouchements les plus difficiles, et réalise 160 000 accouchements par an, bien plus que le seuil de 300 en dessous duquel une maternité est jugée peu sécurisée.

En fin de compte, le gouvernement met en avant le manque de sécurité des maternités qu'il veut fermer, mais ces mesures sont dictées par des décisions de restrictions budgétaires. Dans les maternités où des médecins manquent, plutôt que de saisir ce prétexte pour les fermer, il serait nécessaire d'en recruter. Il faut mettre fin à cette politique d'économies aux dépens de la santé.

Gaëlle Régent

Eurocast-GMD : grève pour les salaires

La fonderie aluminium Eurocast-GMD de Delle, dans le Territoire de Belfort, est une entreprise sous-traitante de l'automobile qui emploie 170 salariés et une vingtaine d'intérimaires.

À chaque fois que les ouvriers ont montré leur mécontentement devant leurs salaires à l'arrêt, alors qu'il faut produire toujours plus dans les conditions usantes du travail en 3x8, le nouveau directeur leur a servi un discours sur le redressement des comptes de l'usine et le besoin de stabilité.

Au cours de la comédie des négociations annuelles obligatoires (NAO) jouée en trois réunions, la direction

a commencé par faire de la provocation. Prétendant qu'à Delle les salariés avaient eu plus que leur part les années passées, elle proposait en tout et pour tout 23 euros net. Elle est ensuite passée à 30 euros net, avec une prime gilets jaunes de 350 euros, mais avec la suppression du paiement de la journée de solidarité et de la prime de Noël en bons d'achat de 225 euros. Les travailleurs ont bien vu

qu'il faudrait faire plus que des débrayages pour obtenir une véritable augmentation de salaire. La revendication de 100 euros pour tous a été mise en avant.

Mercredi 20 mars, la grève était décidée le matin dans les ateliers, confirmée par l'équipe d'après-midi et celle de nuit, toutes les machines arrêtées. Le lendemain matin, c'était le blocage total pour augmenter la pression sur la direction, l'empêcher de tenter de regrouper des intérimaires dans la même équipe pour redémarrer des fours. Elle acceptait de

rediscuter avec la CGT, seul syndicat présent.

À la proposition d'une augmentation de 40 euros pour tous, d'une prime gilets jaunes passant à 600 euros, de maintenir celle de Noël et le paiement de la journée de solidarité, ainsi que le paiement de toutes les heures non travaillées aux intérimaires, même si cela ne fait pas encore le compte, les grévistes ont décidé de reprendre le travail, estimant qu'ils avaient fait reculer une direction particulièrement arrogante.

Correspondant LO

SMRC Reydel : coup de colère

L'usine SMRC (ex-Reydel) à Rougegoutte, dans le Territoire de Belfort, compte plus de 600 travailleurs, dont la moitié sont des intérimaires.

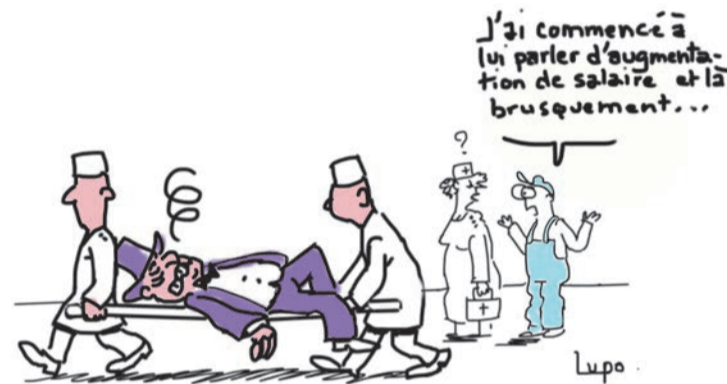
Mardi matin 19 mars, à l'unité 2, s'appuyant sur l'appel à une journée nationale de grève de la CGT, une quarantaine d'intérimaires de l'agence Randstad, qui produisent en flux hyper tendu des planches de bord pour PSA Sochaux, ont décidé de débrayer pour réclamer la prime gilets jaunes. SMRC n'avait accordé qu'aux seuls embauchés en CDI une prime allant de 300 à 500 euros.

L'agence d'intérim Randstad avait pris comme prétexte qu'il fallait être présent au 31 décembre 2018, pour ne pas donner cette prime aux

intérimaires de Rougegoutte, alors qu'elle savait que l'usine était fermée à cette date en raison des congés de fin d'année!

Cette injustice a mis le feu aux poudres; elle s'ajoutait aux erreurs fréquentes sur les paies et aux non-paiements d'heures supplémentaires, de samedis travaillés et d'indemnités de fin de mission.

Une DRH est venue à toute vitesse de Lyon pour tenter de faire reprendre le travail en attendant la réponse de la direction, mais les intérimaires, relayés par ceux de l'équipe



d'après-midi, ont décidé à l'unanimité la poursuite du mouvement. Le lendemain matin 20 mars, ce n'est qu'après avoir eu la promesse d'une réponse positive du directeur général de Randstad France, accouru sur place lui aussi, que les

travailleurs ont consenti à reprendre le travail.

Les travailleurs intérimaires n'ont pas réclamé en vain, ils ont obtenu une prime exceptionnelle de 480 euros net, en moyenne.

Correspondant LO

Famar - Orléans : les débrayages ont payé

Les travailleurs de l'usine Famar d'Orléans, un sous-traitant pour l'industrie pharmaceutique, se sont mobilisés pour les salaires.

Cette année, la direction proposait pour tout le monde une augmentation individuelle de 1,8%. Le 19 mars, à l'appel de la CGT, la quasi-totalité de ceux de la production, soit plus d'une centaine, se sont retrouvés en assemblée générale pour dénoncer des propositions ressenties comme dérisoires et surtout inéquitables.

Comme chaque année, les augmentations individuelles sont distribuées à la

discrétion de la direction. Elles ne prévoient pas de rattrapage pour les plus bas salaires mais, au contraire, creusent encore les inégalités; 1,8% d'un smic est bien peu, comparé au même pourcentage d'un salaire de cadre supérieur. Cette mesure est un affichage du mépris envers les travailleurs les moins payés.

L'assemblée des grévistes a voté la décision de débrayer deux heures tous les jours en milieu de poste,

afin d'obtenir des augmentations générales de 50 euros pour les plus bas salaires, et de 40 euros pour les autres, ainsi qu'une revalorisation de toutes les primes. Le lendemain mercredi 20 mars, les productions étaient quasiment paralysées. Les travailleurs, encore plus nombreux en assemblée générale, décidaient de reconduire le mouvement.

Jeudi 21, la direction, comptant sur l'essoufflement du mouvement, annonçait la clôture des négociations pour le lendemain. Mais, suite à un nouveau

vote des assemblées générales, une délégation demandait à la direction de rouvrir les négociations sur-le-champ: elle lui faisait savoir que les travailleurs étaient déterminés à continuer le mouvement, et que les enchères allaient monter. Le jour même, la direction céda sur toutes les revendications.

Les participants au mouvement en sortent renforcés, fiers de s'être fait respecter et d'avoir eu, pour l'instant, le dernier mot.

Correspondant LO

Carlson Wagonlit - Belfort : en grève pour les salaires

Une trentaine de salariés de l'agence de voyages Carlson Wagonlit, à Belfort, sont en grève depuis lundi 25 mars, poursuivant le mouvement qui avait commencé vendredi 22.

Les grévistes demandent

notamment une hausse de 4% sur leurs salaires. Cette revendication ne date pas d'hier, cela fait plusieurs années que les salariés n'ont pas d'augmentation de salaire. Cette année, il n'y a pas d'augmentation

générale et les augmentations individuelles se font au cas par cas.

Les grévistes réclament aussi le versement d'une prime exceptionnelle, plus couramment appelée prime gilets jaunes, de 500 euros.

En réponse au débrayage, la direction de Carlson Wagonlit a promis de nouvelles négociations mardi 26 mars.

Il faut des salaires qui permettent de vivre!

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Pickpocket ?

Quand on nous dit que la prime d'intéressement a été versée, c'est inexact. Elle est chez Amundi, un banquier qui se fait de l'argent sur notre dos. Pour en disposer, il faut faire un parcours du combattant avant le 31 mars: identifiant sur Internet, mot de passe, etc. Et si le délai est dépassé, l'argent est bloqué cinq ans! Nous avons gagné cet argent. Il doit nous être versé sans conditions!

SNCF Paris Est

Quelle garde ses conseils

En gare de Sarcelles, la direction a mis une note «règle numéro 1 de la LAF» (lutte anti-fraude): «On me provoque, on m'insulte, je ne cherche ni l'affrontement ni le contact.» Et en plus avec un logo d'un agent en position du lotus.

La direction sait donc qu'elle nous met en danger dans des situations conflictuelles et la seule consigne est de rester zen. On a de plus en plus de pressions pour faire de la LAF et ce n'est pas la direction qui nous aide à rester zen!

SNCF Paris Nord

Épargner l'eau, oui, mais pas les patrons!

La direction nous incite à ne pas gâcher l'eau, en coupant le robinet quand on se lave les dents, quand on se rase, etc. Ça c'est original! Elle a eu l'idée toute seule? Le pire, c'est qu'elle nous demande d'épargner l'eau parce que cela participe de la lutte contre la pauvreté.

Qu'elle montre l'exemple en augmentant nos salaires!

PSA Vesoul

Les 12 heures nuisent à la santé

La direction veut généraliser les 12 heures dans tous les services d'hospitalisation, sans se soucier de la fatigue et de la charge de travail. La direction veut surtout économiser sur les emplois, au lieu d'embaucher pour pouvoir fonctionner correctement. Ce n'est bon pour personne, ni pour les agents ni pour les patients.

CHU de Nancy

Trop, c'est trop

Après la réorganisation à la PDC (plateforme de distribution du courrier) de Colombelles, nous n'arrivons pas tous à finir nos tournées. Du coup, la direction nous autorise... à faire des heures supplémentaires. Cela ne règle en rien le problème, et en rajoute un: notre fatigue. Pas question de continuer.

La Poste Caen

SNCF – Strasbourg : échec aux notations patronales

C'est le printemps et, aux chemins de fer, c'est comme chaque année la saison des notations. Le moment où la direction s'autorise à choisir parmi les cheminots ceux à qui elle va donner un peu de sous, au titre de l'évolution de carrière, et ceux, le plus grand nombre, à qui elle ne donnera rien.

Au quai 3 de la gare de Strasbourg (départ des trains, essais des freins, vidage des rames etc.) et en gare basse, les années se suivent et se ressemblent pour la trentaine de cheminots : pas un seul retenu au tableau d'avancement.

Dans un contexte menaçant de restructurations qui continuent de dégrader les conditions de travail et les salaires, l'équipe entière a décidé qu'il fallait réagir et poser une revendication commune à tous, afin que tous bénéficient d'une amélioration de la solde.

Face au mécontentement et au dépôt d'une demande de concertation immédiate (DCI), la direction faisait savoir qu'il fallait attendre... Mais attendre quoi, quand on reste au bas de l'échelle après 15, 20 voire 38 ans d'ancienneté et qu'un contractuel peut toucher 1 180 euros en service décalé, heures de nuit comprises!

Lors d'une seconde DCI, cette fois-ci, l'équipe désignait huit de ses membres pour accompagner les

organisations syndicales à l'entretien. Chacun a pu alors dire au directeur ce qu'il pensait. Celui-ci persistant dans son refus d'accorder quoi que ce soit, toute l'équipe décidait de se déclarer gréviste pour le mardi 19 mars, avec les conséquences prévisibles pour le plan de transport de la gare. Vingt-huit déclarations individuelles d'intention (DII), des déclarations de grève, étaient posées.

Cette annonce abrégait

le repas dominical du directeur et de son responsable d'unité, qui ont proposé une gratification exceptionnelle de 50 euros, une majoration de 20% de la prime de travail sur les six mois à venir (10% pour les chefs de service pendant trois mois) et des engagements sur quelques qualifications à venir. Ces propositions étaient conditionnées à la levée de la grève.

L'équipe a discuté et décidé que ce recul de la direction, aussi limité soit-il, était bon à prendre. Il faudra s'assurer que les engagements seront tenus, mais il reste que l'action collective a fait reculer la direction.

Correspondant LO

Privatisation des lignes : SNCF et conseil régional Grand Est complices

Le 20 mars, le conseil régional Grand Est a décidé la privatisation de plusieurs lignes de chemin de fer. Cela concerne en Lorraine Épinal-Saint-Dié, Metz-Karlsruhe, et en Alsace de Strasbourg vers Saint-Dié, Haguenau ou Wissembourg. L'exploitation de ces lignes est donc ouverte à des appels d'offres.

L'ouverture à la concurrence est la nouvelle opportunité pour confier l'exploitation des lignes de chemin de fer aux entreprises du privé ou à des filiales de la SNCF comme Keolis. Les trains vont devenir privés, et les usagers encore plus privés de trains!

Correspondant LO

Castorama : des profits en plus aux dépens des salariés

La direction du groupe Kingfisher, numéro deux du bricolage en Europe, a annoncé qu'elle allait fermer neuf magasins Castorama et deux Brico Dépôt en France d'ici la fin de l'année 2020. Près de 800 salariés vont perdre leur poste.

Ces fermetures font partie d'un plan à l'échelle mondiale lancé en 2016, qui vise à augmenter de 500 millions d'euros par an les résultats du groupe dès 2021. Kingfisher a déjà fermé 28 magasins en Russie, 20 en Espagne, 3 au Portugal. Il prévoit d'en fermer aussi 19 en Allemagne, de la marque Screwfix. Et ce n'est que la partie visible de l'iceberg, car la direction n'annonce ses mauvais coups qu'au dernier moment.

Que vont devenir les centaines de salariés à qui l'entreprise a annoncé brutalement la perte de leur travail, alors que la veille

encore elle les consultait pour préparer les festivités du cinquantenaire de Castorama? La direction prétend aujourd'hui qu'elle proposera un poste à chacun dans un des 224 magasins qu'elle possède en France. Mais elle ne dit ni où ni à quelles conditions. C'est la même direction qui prétendait en 2017 qu'aucun magasin n'était menacé en France au moment où elle regroupait les services financiers et comptables du groupe en Pologne, en supprimant 500 postes au passage dans l'Hexagone.

Les salariés n'ont aucune raison de faire confiance

à la direction. Le groupe affirme aujourd'hui qu'il y a une baisse des affaires, que les magasins sont trop grands ou mal placés. Mais les bénéfices ont quand même été de 784 millions d'euros l'année dernière.

Contrôler les comptes et les plans de réorganisation des entreprises est une urgence vitale pour les travailleurs, afin de répondre collectivement aux attaques et de sauver leurs emplois. En l'occurrence, le groupe Kingfisher ne cache même pas que son objectif est d'augmenter la rentabilité sur le dos des salariés. C'est une raison supplémentaire pour les employés de refuser d'être sacrifiés sur l'autel des profits d'une poignée d'actionnaires qui ne sont pas seulement inutiles, mais nuisibles.

Gilles Boti



Centre d'étude de la neige.

Météo France : avis de tempête sur les montagnes

Le plan Action publique 2022 du gouvernement prévoit, pour ce qui concerne Météo France, la suppression de 500 postes sur 3 000 actuellement. C'est une véritable saignée s'ajoutant à celles des dix dernières années, qui ont déjà vu disparaître le quart des effectifs et la moitié des stations locales.

Cette fois-ci, c'est clairement la fermeture des centres de montagne qui est programmée. Pour les massifs auvergnats, il n'y aurait plus de centres locaux car ceux d'Aurillac et Clermont-Ferrand seraient supprimés. Dans les Alpes du Nord, les stations de Chamonix en Haute-Savoie et de Bourg-Saint-Maurice en Savoie disparaîtraient. Pour les Alpes du Sud, le centre de Briançon, situé dans les Hautes-Alpes mais qui couvre déjà à lui seul trois départements, est voué lui aussi à fermer. Seul le centre de Grenoble-Saint-Martin-d'Hères subsisterait et devrait ainsi couvrir l'ensemble des massifs alpins français, du lac Léman à la Méditerranée!

C'est une aberration, car tous ceux qui vivent et travaillent en montagne savent que les modèles numériques à grande échelle ne permettent pas d'y faire des prévisions fiables. Celles-ci nécessitent en effet une parfaite connaissance des conditions locales, en particulier de relief, différentes

d'une vallée à l'autre. Cela veut dire des équipes installées au plus près du terrain.

La disparition de ces stations météo de proximité serait lourde de conséquences pour la population. Ainsi celles de Chamonix et Bourg-Saint-Maurice avaient été créées dans les années 1970, suite aux avalanches dramatiques qui avaient frappé Val-d'Isère et le plateau d'Assy et fait 111 morts. Ces centres alpins ont, depuis, développé une expertise de pointe en matière de prévision du risque avalanche.

Depuis le début de l'année, les travailleurs de Météo France Auvergne-Rhône-Alpes ont fait plusieurs journées de grève contre ces décisions irresponsables. Vendredi 22 mars, le ministère de l'Écologie en a annoncé la suspension aux maires de Chamonix et Bourg-Saint-Maurice, pour les agences de ces deux villes. Il en faudra plus pour arrêter la mobilisation.

Bruno Deslandes

Prime gilets-jaunes : versée au compte-gouttes

Dans un récent communiqué, plusieurs ministres se félicitent du fait que plus de 2 millions de salariés avaient bénéficié, à la fin janvier, de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat.

C'est la fameuse prime que Macron avait annoncée début décembre, pour essayer de calmer la colère des gilets jaunes. Il avait proposé aux chefs d'entreprise volontaires de verser aux salariés une prime exceptionnelle défiscalisée, sans rien leur imposer bien sûr!

C'est donc une minorité de travailleurs qui ont pour l'instant reçu cette prime, moins de 10 % de l'ensemble des salariés, même

si les entreprises ont encore jusqu'à fin mars pour décider de l'attribuer. Dans les grandes entreprises, seulement un tiers des établissements ont attribué une prime, et 13% des PME, selon l'Insee.

D'autre part, bien des entreprises n'ont pas versé la prime aux intérimaires. La loi qui instituait cette prime précisait que les salariés qui en bénéficiaient devaient être présents au

31 décembre. Or la fin de l'année est une période de fermeture dans de nombreuses entreprises, et les contrats des intérimaires sont souvent interrompus dans cette période. Chez PSA par exemple, de nombreux intérimaires n'ont pas touché de prime, car une clause précisait qu'il fallait être présent dans l'effectif de l'entreprise au 21 décembre, dernier jour avant la fermeture de l'usine. PSA n'a pas versé non plus la prime aux préretraités, qui font pourtant toujours partie de l'effectif de l'entreprise et ont souvent passé leur vie

à produire des profits pour PSA.

Chez EDF, Valeo, Carrefour, GRDF, Thales ou à La Poste, les directions expliquent qu'elles n'ont pas versé la prime aux intérimaires, car ce ne sont pas leurs salariés, mais ceux des agences d'intérim. Leur travail est pourtant bien à l'origine des profits de ces entreprises, au même titre que celui de l'ensemble des autres travailleurs.

C'est la lutte entamée par les gilets jaunes qui a imposé au gouvernement de mettre en place cette prime, et qui a convaincu un

certain nombre de patrons, inquiets que la colère des travailleurs explose aussi dans leurs entreprises par des grèves, de la mettre en place.

Mais le gouvernement s'est bien gardé de l'imposer aux patrons, ce qui fait que seule une minorité de travailleurs en a finalement bénéficié. Alors, les travailleurs devront encore se battre pour imposer une véritable augmentation générale de tous les salaires et pour leur indexation sur les augmentations de prix.

Hélène Comte

Lyon Métropole : les éboueurs en grève

Les éboueurs de la Métropole de Lyon sont en grève depuis mardi 19 mars. Jeudi 21 mars, aucun camion n'est sorti des dépôts de Lyon et de Villeurbanne. Vendredi, les poubelles continuaient de s'accumuler dans leurs secteurs de ramassage. Lundi 25 mars, les négociations n'ayant pas abouti, les éboueurs ont bloqué l'incinérateur de Gerland.

Leur mouvement est parti de la base, en dehors du cadre syndical habituel. Les ouvriers et une partie de la maîtrise n'acceptent plus les injustices et le manque de

considération de la part de leur direction. Ils veulent, entre autres, la fin des inégalités de traitement entre agents, qui se sont maintenues après la fusion du Grand Lyon et du département. Ils réclament aussi des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Les éboueurs assurent une tâche essentielle au bon fonctionnement de la collectivité. Par leur lutte, ils se donnent les moyens de se faire respecter.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



V. VIANNET

Lutte ouvrière dans les élections européennes Liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

La bourgeoisie, les capitalistes, font tous de la politique, pour imposer que la gestion de la société soit entièrement soumise à leurs intérêts économiques. Les travailleurs ne peuvent pas se contenter de rejeter ces porte-parole des riches que sont la plupart des partis politiques. Ils doivent aussi, pour se défendre, pour défendre ne serait-ce que le droit à une vie digne, mettre en avant leurs propres exigences, leurs propres revendications. Cela ne peut se faire qu'en exprimant eux aussi des idées politiques, radicalement opposées à celles des partis de gouvernement. Ils doivent se placer dans la perspective du renversement de l'ordre social capitaliste.

Il n'est pas possible de régler les questions du chômage, du pouvoir d'achat, des moyens pour l'école, la santé, les transports, sans toucher aux richesses immenses des capitalistes, sans s'attaquer à leur logique de profit. Il n'est pas

non plus possible de combattre la pollution et les menaces sur l'environnement sans combattre les grandes entreprises, qui préfèrent dévaster la planète que de perdre une part de leurs profits.

Toute l'idéologie dominante consiste à faire croire aux classes populaires qu'il n'est pas d'autre avenir possible que de subir cet ordre établi, que le seul choix existant est celui entre différents partis qui veulent tous gérer les affaires de la bourgeoisie, mais en aucun cas remettre en cause sa domination sur la société. Elle vise à écarter les classes populaires de l'arène politique, par le dégoût, le fatalisme, ou simplement par l'idée que ce domaine appartient aux politiciens formés dans les grands écoles.

À l'inverse, la liste de Lutte ouvrière est composée de salariés, d'ouvriers, d'enseignants, de techniciens, de retraités. Ils sont jeunes et moins jeunes, ils viennent de différentes régions, mais

ils appartiennent tous au monde du travail. Tous connaissent les difficultés de la vie des classes populaires, tous combattent l'exploitation au quotidien dans leur quartier, dans leur entreprise.

Ils se présentent aux élections pour convaincre les travailleurs qu'ils doivent participer aux combats politiques, mais sur la base des idées qui correspondent à leurs intérêts, qu'ils ne doivent pas laisser la politique aux partis bourgeois, ce qui reviendrait à laisser leurs ennemis décider de leur sort.

Dans le monde, les travailleurs font tout tourner, produisent toutes les richesses, organisent tout le fonctionnement de la société. Quelles que soient leur nationalité, leur origine ou leur religion, ils appartiennent à la même classe, avec les mêmes intérêts et un même combat à mener pour leur émancipation. Ce combat ne se mènera pas exclusivement sur le terrain électoral, loin s'en faut. Mais présenter une liste sur la base de ces idées permet de montrer que le courant révolutionnaire et communiste existe et permet aux travailleurs qui refusent le monstrueux ordre social voulu par les capitalistes de l'affirmer haut et fort.

Marion Ajar

Réunions publiques

Avec **Nathalie Arthaud**

Maubeuge

Mercredi 3 avril
à 19 heures
Salle des fêtes
de Douzies
10, rue Victor-Hugo

Saint-Brieuc

Vendredi 5 avril
à 20h 30
Petite salle de Robien

Grenoble

Mercredi 10 avril
à 19 heures
Le Prisme - Seyssins

Annonay

Vendredi 12 avril
à 18h 30
Salle Jean-Jaurès
34, avenue de l'Europe

Arles

Samedi 13 avril
à 15 heures
Salle
Jean-et-Pons-Dedieu
62, rue du 4 septembre

Reims

Mercredi 17 avril
à 20h 30
Salle François-Mauriac
Quartier Croix-Rouge
rue François-Mauriac

Thionville

Vendredi 19 avril
à 17 heures
Salle Verlaine
Rue du Général-Walker

Saint-Nazaire

Vendredi 26 avril
à 20h 30
Salon République
(1^{er} étage du Paquebot)
Avenue de la République

Avec **Jean-Pierre Mercier**

Évreux

Mercredi 10 avril
à 18 heures
Maison de quartier
de La Madeleine
Place
John-Fitzgerald-Kennedy

Le Mans

Samedi 13 avril
à 18 heures
Maison
des associations
rue d'Arcole

Charleville-Mézières

Samedi 20 avril
à 16 heures
Bourse du travail
21, rue Jean-Baptiste-Clément

À travers la campagne

Lors de la réunion publique de Liévin, près de Lens, le vendredi 22 mars, le débat avec Nathalie Arthaud a commencé ainsi : « *Il y a une catégorie de travailleurs qu'on oublie : les invalides!* », a dit un travailleur handicapé. Et il a poursuivi : « *Vous savez comment sont calculées les pensions d'invalidité? On prend les dix meilleures années de salaire, on fait une moyenne et on divise par deux! Certains se retrouvent au seuil de pauvreté.* » Un travailleur d'un équipementier automobile a repris : « *Il faut partager le travail, c'est ça qui fera qu'il y aura moins d'accidents. Dans l'entreprise, j'en vois beaucoup qui sont démolis par le travail, physiquement et psychologiquement.* »

La discussion a ensuite abordé plusieurs sujets, dont celui de l'écologie. « *Qui dit pouvoir d'achat, dit consommer plus. Nous, les Occidentaux, on consomme trois planètes* », a dit un participant, en concluant qu'il fallait que chacun revoie sa manière de consommer. Une femme lui a répondu immédiatement : « *Quand*

on n'a pas les moyens de payer ses factures, on ne consomme pas beaucoup! » Un travailleur de l'automobile a ajouté : « *Trois millions de gens en précarité hygiénique, c'est ça le problème de fond. On ne demande pas un salaire pour polluer, mais pour vivre!* » Et le travailleur handicapé a précisé : « *La pollution, ce n'est pas bien. Mais quand tu habites dans une zone semi-rurale, tu es obligé d'avoir une voiture. Je bosse en horaires décalés et il n'y a qu'un bus le matin et un autre le soir. Tu fais comment? Et quand tu travailles dans une grande surface avec des horaires décalés, tu ne peux même pas faire du covoiturage.* »

« *L'écologie est un problème collectif et à l'échelle du monde, a ajouté Nathalie Arthaud, Ces multinationales qui font le choix de polluer, on pourrait les prendre en main. Ceux qui disent que l'écologie est compatible avec le capitalisme, ce n'est pas vrai.* » Mais ces multinationales pourraient être « *un outil fantastique pour planifier l'économie* », une fois les capitalistes expropriés!



Lors du banquet de Saint-Denis, le 23 mars.

Meeting à Paris avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Vendredi 29 mars à 20h 30

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5^e - M^o Maubert-Mutualité - Entrée libre

Pour en savoir plus :

www.lutte-ouvriere.org/europeennes